



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

***Direction de la coordination, du
pilotage, de l'appui territorial et
de l'environnement***

Arrêté N° 2025-DCPATE- 731

**mettant en demeure le gérant du GAEC AGRI PASSION de mettre en conformité son
installation d'élevage de volailles située au lieu-dit La Bessonnerie
sur la commune de VENDRENNES**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I et le livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté du préfet de région n° 123 du 26 avril 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales n° 10-DRCTAJ/1-952 du 24 décembre 2010 autorisant Monsieur Bernard CHIRON à exploiter au lieu-dit La Bessonnerie à VENDRENNES, au bénéfice des droits acquis, un élevage de 43200 animaux-équivalents volailles ;

Vu le courrier préfectoral du 11 mars 2002 validant la déclaration par Monsieur Bernard CHIRON d'un stockage de gaz de 9,6 tonnes sur le site susvisé ;

Vu le courrier préfectoral du 25 mars 2019 adressé au GAEC AGRI PASSION après reprise du site susvisé au 1^{er} janvier 2019, validant le dossier de réexamen IED déposé par Monsieur Bernard CHIRON le 18 avril 2018 pour un élevage de 43200 emplacements de volailles sur le site susvisé ;

Vu le règlement sanitaire départemental de la Vendée ;

Vu le courrier de demande de compléments de la préfecture du 12 mars 2019 demandant au GAEC AGRI PASSION d'indiquer les modalités de gestion des effluents du site de La Bessonnerie à VENDRENNES suite à la reprise, notifiée le 15 janvier 2019, du site auparavant exploité par Monsieur Bernard CHIRON ;

Vu les courriers de relance de la préfecture des 14 janvier 2022 et 7 mars 2024 et le courrier de relance de l'inspectrice de l'environnement de la DDPP de la Vendée du 28 octobre 2024 adressés au GAEC AGRI PASSION concernant la demande de compléments susvisée ;

Vu le courrier transmis en lettre recommandée avec accusé de réception le 2 décembre 2025 au gérant du GAEC AGRI PASSION, l'informant d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

Vu la proposition, en date du 2 décembre 2025, de l'inspectrice de l'environnement de la DDPP de la Vendée au préfet de la Vendée, de mettre en demeure le GAEC AGRI PASSION ;

Considérant que l'importante augmentation du parcellaire d'épandage des effluents du site de La Bessonnerie (passage de 217,87 ha de SAU dans le plan d'épandage de 2010 de l'ancien exploitant Monsieur Bernard CHIRON à 401,99 ha de SAU dans le plan d'épandage de 2020 du GAEC AGRI PASSION) constitue une modification notable de l'installation autorisée au bénéfice des droits acquis ;

Considérant que le plan d'épandage transmis par le GAEC AGRI PASSION à l'inspectrice de l'environnement de la DDPP de la Vendée le 9 janvier 2025 présente des éléments manquants ou incohérents et ne constitue pas le dossier complet de porter-à-connaissance de la modification notable à déposer en préfecture, celui-ci devant par ailleurs indiquer la situation avant projet, décrire la modification apportée, comprendre un point sur l'aptitude à l'épandage des parcelles et le risque érosif et démontrer que l'impact sur d'éventuelles zones environnementales sensibles a été étudié ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure le gérant du GAEC AGRI PASSION, pour la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales n° 10-DRCTAJ/1-952 du 24 décembre 2010 susvisé, qui prévoit que toute modification notable du mode de fonctionnement de l'installation soit portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires ;

Considérant que l'intéressé n'a pas présenté d'observation avant le terme du délai de quinze jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté de mise en demeure ;

Arrête

Article 1

Le gérant du GAEC AGRI PASSION, dont le siège social est situé au lieu-dit Le Bois Rebiller aux HERBIERS, exploitant un élevage de volailles au lieu-dit La Bessonnerie sur le territoire de la commune de VENDRENNES, est mis en demeure de respecter les mesures suivantes :

- **Dans un délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté, déposer en préfecture un dossier complet permettant de finaliser l'instruction de la modification de la gestion des effluents de l'élevage suite à la reprise du site.

Article 2

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par cet article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement dont un extrait est joint au présent arrêté.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télé-recours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Ce recours n'est pas suspensif.

Article 4

Le présent arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture de Vendée pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de VENDRENNES pour pouvoir y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – bureau de l'environnement – section des installations classées (ICPE).

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le maire de VENDRENNES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au gérant du GAEC AGRI PASSION par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La ROCHE-SUR-YON, le 23 DEC. 2025

Le Préfet,

Pour le préfet,
le secrétaire général de la Préfecture
de la Vendée

Nicolas REGNY

Arrêté N° 2025-DCPATE- 731

Mettant en demeure le gérant du GAEC AGRI PASSION de mettre en conformité son installation d'élevage de volailles située au lieu-dit La Bessonnerie sur la commune de VENDRENNES

Article L 171-8 du Code de l'environnement :

I.- Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II.- Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, aux mesures d'urgence mentionnées à la dernière phrase du I du présent article ou aux mesures ordonnées sur le fondement du II de l'article L. 171-7, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives suivantes :

1° Obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser.

Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'[article 1920 du code général des impôts](#). Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs, la réalisation des travaux, des opérations ou des aménagements ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée. Les deuxième et dernier alinéas du même 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée au-delà d'un délai de trois ans à compter de la constatation des manquements.

Les mesures mentionnées aux 1° à 4° du présent II sont prises après avoir communiqué à l'intéressé les éléments susceptibles de fonder les mesures et l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.

L'autorité administrative compétente peut procéder à la publication de l'acte arrêtant ces sanctions, sur le site internet des services de l'Etat dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée, lors de la procédure contradictoire prévue à l'avant-dernier alinéa du présent II.